

## Les penseurs de Madame Le Pen

« *Le combat spirituel est aussi brutal que la bataille d'hommes* », Arthur Rimbaud, *Une Saison en Enfer*

Ils sont intellectuels, avocats, politiques, journalistes ; leur famille naturelle est la droite conservatrice, patriote, un brin populiste, mais ils regardent avec de plus en plus de sympathie l'ascension médiatique et électorale du Front national.

Le 11 mai dernier, le « Cercle des avocats libres » présidé par Frédéric Pichon, avocat des identitaires, se réunissait à Paris pour un « colloque sur la liberté d'expression ». Etaient présents Christian Vanneste, député du Nord et membre du courant de la « Droite populaire » au sein de l'UMP, Yves-Marie Laulan, animateur de Radio Courtoisie, Philippe Bilger, avocat général près la cour d'appel de Paris et défenseur du rapprochement entre le FN et l'UMP, et Robert Ménard, auteur de *Vive Le Pen*. Ce rassemblement hétéroclite illustre bien la connivence qui se crée entre élites intellectuelles, médiatiques et politiques de droite et d'extrême droite ces dernières années.

Si les ralliements de personnalités à la candidature de Marine Le Pen sont des temps forts médiatiques (le journaliste Ménard, l'avocat Collard, le souverainiste Coûteaux), les trophées restent pour l'instant assez rares. Cependant, ils ne sont que la partie visible d'une lame de fond qui traverse la droite depuis plusieurs années, et qui s'accélère à mesure que 2012 s'approche. Ce mouvement a un objectif majeur : faire sauter le « cordon sanitaire » pour réaliser l'union politique des droites libérales, conservatrices, populistes et nationalistes.

C'est notamment la mission que s'est donnée le Club de l'Horloge depuis 1974. Ce cercle de réflexion politique, présidé par Henry de Lesquen (UDF puis MPF ; ancien conseiller « sécurité » de Chirac) réunit des hommes politiques (Madelin, Mégret, Bardet, Le Gallou, Vanneste, Briant), des intellectuels, des hauts fonctionnaires, des universitaires de droite et d'extrême droite qui entendent faire entrer le Front national dans une alliance de gouvernement : « *L'union de la droite n'est pas seulement nécessaire pour une simple raison d'arithmétique électorale, mais aussi, et surtout, parce qu'il est au fond inutile d'avoir un gouvernement dit de droite si celui-ci fait la même politique que la gauche* » (Henry de Lesquen, éditorial sur le site du Club de l'Horloge).

Surtout, le Club organise de nombreux colloques pour définir une synthèse nationale-libérale ayant abouti à la théorisation de la « préférence nationale ». Le travail de rapprochement intellectuel entre droite « traditionnelle » et extrême droite rend la frontière de plus en plus poreuse, et les connivences de plus en plus nombreuses. Les exemples de personnalités-passe-relles ne manquent pas, de Patrick Buisson, directeur général de la chaîne histoire, ancien directeur de Minute et conseiller de Nicolas Sarkozy depuis 2005, à Eric Zemmour, devenu l'égérie de la « Droite populaire » de Thierry Mariani et Christian Vanneste : « *Tant qu'on aura un ennemi à droite, on perdra les élections* », déclarait ce dernier en octobre 2010.

Certains ont déjà franchi ce cordon sanitaire qui s'effrite, à l'image de Jean-Richard Sulzer, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais, universitaire (finances publiques et entreprises), ancien proche d'Alain Madelin et éphémère adhérent de l'UMP en 2002 avant son ralliement au Front national.

Derrière la dénonciation d'une « pensée unique de gauche », ces élites mettent en place les bases de la formulation d'une pensée unique de droite, nationale-libérale et populiste. Cette dynamique n'est pas sans rappeler celle qui prévalait au paroxysme de l'affaire Dreyfus, puis au milieu des années 1930. On retrouve chez ces « intellectuels » des accents de Maurras, Barrès ou Drieu La Rochelle : ils entendent défendre la souveraineté, la préférence et l'identité nationales, mises en danger par l'ennemi extérieur (la Mondialisation, l'Europe) autant qu'intérieur (l'islamisation, le multiculturalisme).

Le tabou de l'entente entre droite parlementaire et droite nationale, en vigueur depuis la chute du régime de Vichy, se fissure à vitesse accélérée sous l'action de ces penseurs de la droite. Il s'agit pour la gauche française de s'y confronter avec force pour ne pas risquer l'émergence d'un jeu politique à l'italienne, et surtout ne pas se voir contaminer par ces doctrines populistes comme a pu l'être Thilo Sarazin, ce leader du SPD qui a déclaré que le multiculturalisme détruisait l'Allemagne.

# Les axes majeurs du programme du Front national

---

Dans la conquête pour 2012, deux axes majeurs apparaissent comme étant les piliers de la campagne de Marine le Pen. Les fondamentaux tels que l'immigration, l'insécurité retrouvent toute leur place mais l'approche est différente au sens où elle établit des liens entre les thématiques tout en étant fidèle à l'idéologie du FN.

Confortée par les sondages, elle axe son discours principalement sur les sujets d'inquiétude.

Elle tente d'installer un clivage opposant d'un côté les partis de gouvernement et de l'autre côté son parti protestataire comme si elle représentait la véritable opposition: les partis de la globalisation contre le parti des nationalistes. Concernant les thèmes, il importe de relever qu'elle souhaite présenter pour sa campagne une candidature cohérente qui incarnerait à la fois la lutte contre l'immigration, l'insécurité, l'islamisme et d'autre part l'injustice sociale, le choix du patriotisme et de la lutte contre le mondialisme

## **Les thèmes traditionnels : Immigration, Insécurité, Laïcité**

Ces thèmes constituent les fondamentaux que Marine le Pen reprend en établissant des liens.

Il convient de souligner qu'elle ne parle donc plus d'immigration mais d'islam et met au cœur de son projet la lutte contre l'insécurité et l'islam en reprenant son discours sur la laïcité dont elle sait qu'il séduit une frange importante de l'électorat de l'UMP et même au-delà.

De plus les débats lancés par l'Élysée à la fois sur l'identité nationale et la laïcité ont eu pour conséquence de ressusciter de nouveau le FN. Elle a tiré le bénéfice en ridiculisant le débat sur l'identité nationale et celui sur la laïcité lui a profité mécaniquement.

A la lumière de ses discours et de son programme, il résulte que le FN est toujours un parti d'extrême droite avec les mêmes fondamentaux et son cœur idéologique n'a pas bougé. Pourtant il a réussi à donner l'impression d'une mutation avec une adaptation.

Ces thèmes traditionnels ont donc déjà acquis une large place dans le débat en France et font désormais partie des thèmes que tous les candidats doivent aborder. Ils structurent en effet le débat sans être pour autant prioritaires aux yeux des français.

Ensuite, son programme s'appuie sur des mesures économiques et sociales en prônant la lutte contre la mondialisation. Il s'agit du deuxième axe majeur pour lequel elle a opéré un véritable virage social.

## **Le nouveau positionnement économique et social : d'un projet d'extrême droite à un projet populiste**

Affirmant que la question économique sera bien un cheval de bataille pour 2012, elle en détaille les grandes lignes ainsi que les mesures en faveur du pouvoir d'achat.

À l'évidence, elle affirme que son programme économique se résume en quelques mots :

- construction d'un Etat fort et rétablissement des frontières
- soutien aux PME
- retour au franc

Sur ce point, il est important de relever sa contradiction entre le fait de vouloir sortir de la zone euro, de transférer la responsabilité de l'échec sur l'Europe, de défendre les intérêts de la France et d'être en même temps absente du débat européen. Elle dispose en effet d'un niveau d'intervention par la voie de ce mandat de député européen et pourtant elle est totalement inactive en la matière. Cette posture confirme bien qu'elle ne fait qu'exploiter l'inquiétude des français à travers ce discours.

Ensuite, elle décrit des mesures pour augmenter le pouvoir d'achat en invoquant la création d'un capitalisme populaire :

- instauration d'une réserve légale de titres : c'est un moyen de reconnaître aux salariés « une part de propriété dans l'entreprise ». Cette réserve pouvant atteindre 10% du capital appartiendrait aux salariés pris dans leur globalité et leur donnerait accès aux dividendes mais pas au vote. Ce dispositif est défini comme un mécanisme du capitalisme populaire et s'appliquerait aux entreprises de plus de 50 salariés. Cette proposition comporte deux bémols, d'une part l'absence du droit de vote qui détermine pourtant les orientations stratégiques, et un champ d'intervention réduit au vu de l'exigence sur la taille des entreprises.

En parallèle, elle prétend vouloir interdire les stocks options, les retraites chapeau, les parachutes dorés. Interrogée sur une hausse du smic, elle renvoie au

programme de 2007 (particulièrement libéral du point de vue économique) dans lequel le FN prônait un mécanisme de hausse « jusqu'à 1,4 fois » le salaire minimum, soit « 200 euros net » selon elle. A cet égard, il importe de rappeler que la mise en œuvre de cette proposition impliquait en parallèle une baisse des cotisations ce qui aurait pour conséquence directe la destruction du système de protection sociale à long terme.

En matière d'impôt sur les sociétés (IS), elle renouvelle sa proposition en expliquant qu'il serait modulé selon que les bénéficiaires profitent aux salariés et à l'investissement (baisse de l'impôt sur les sociétés IS) ou aux actionnaires (hausse de l'IS)

Paradoxalement, elle est opposée au plafonnement des salaires alors que le différentiel entre les revenus

des salariés et des dirigeants ne cesse de croître et renforce davantage les inégalités sociales. Cette position constitue une contradiction totale pour celle qui se veut être la représentante de la classe populaire et qui tente par ailleurs de s'adresser à une partie des classes moyennes qui s'inquiète d'un éventuel déclassement social. Il s'agit d'une proie politique stratégique pour 2012.

Enfin, il faut noter que sa progression dans les intentions de vote depuis son arrivée à la tête du FN s'explique aussi par la relation détériorée entre les Français et les représentants actuels du pouvoir sur fond de multiplication des affaires mettant en cause des personnalités politiques.

*F.B*

## Les amendements du FN en Région : Mieux vaut en rire !

Depuis le début de la mandature, le groupe FN a adopté le principe de déverser un flot stérile d'amendements au cours des différentes Commissions Permanentes.

Cette posture permet au F.N d'exister et de se faire entendre au delà de l'enceinte régionale via leur site internet en piratant notamment la web TV régionale.

Au fil du temps, on constate que le F.N s'essouffle dans cet exercice au regard de la pauvreté rédactionnelle de ses amendements. Cela s'explique peut être par une certaine usure physique et intellectuelle du besogneux Monsieur Sulzer en charge de rédiger les amendements et d'alimenter la fronde contre la diabolique coalition UMPS, socialo-communiste et bobos verts en chemise à fleurs.

Il est vrai que l'exercice est difficile et contraignant pour essayer d'avoir une réelle prise sur la réalité de la gestion des affaires régionales.

Ainsi, dans un numéro de duettiste aux couleurs d'un « Muppets show

régional » les compères Sulzer et Eymery vont au charbon sans ménager leur peine. Force est de constater, que le F.N ne maîtrise aucunement les problématiques régionales ; ce qui l'oblige à faire diversion avec des amendements qui expriment des postures classiques de l'extrême droite tels que le refus de voir appliquer une politique culturelle ouverte sur la diversité ou sur le refus de voir se développer des coopérations à l'international.

Au final, ces figures de rhétoriques dogmatiques ne servent qu'à entraver le bon fonctionnement démocratique de l'instance décisionnelle de l'Institution sans se soucier de l'intérêt régional.

Pour le F.N, la Région, n'est qu'un marchepied, une terre d'expérimentation pour élaborer une stratégie nationale dans la perspective de l'échéance électorale présidentielle de 2012.

D'ailleurs, Marine le Pen, ne vient qu'en Commission Permanente dans l'objectif de focaliser sur un dossier choisi sur lequel

elle essaye de rebondir de manière perfide et mensongère afin de créer l'effet buzz et happening médiatique (Boucherie Halal, Institut du Monde Arabe etc...)

Des exemples, non exhaustif, qui confirment la stérilité et l'ineptie des amendements du F.N...

Le FN lors de la dernière C.P du 9 mai a déposé une série d'amendements visant à annuler des procédures d'évaluation des programmes interreg et du dispositif « culture et territoires » qui de surcroît faisaient appel à des prestataires externes.

Les amendements visaient à confier ces missions à l'Inspection Générale des Services au prétexte fallacieux d'économiser des deniers publics.

Pour mémoire, l'I.G.S n'a qu'un rôle de contrôle des politiques régionales en vérifiant l'application stricte des objectifs assignés.

L'évaluation est un exercice plus exhaustif qui permet d'avoir un

éclairage, une analyse sur les éventuels dysfonctionnements d'un dispositif en vigueur tout en formulant des préconisations. Au demeurant, cette procédure de recours externe est une pratique courante menée dans les grandes entreprises privées mais aussi au sein des établissements publics. Au final, les amendements du FN ne visaient qu'à accréditer l'idée d'un gaspillage de l'argent public.

D'autres amendements, visaient le financement de structures culturelles dans le cadre de programmes d'activité en essayant de les régenter à la sauce Goeb-

bels : « quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver »

Toujours au cours de cette CP du 9 mai, un amendement ciblait d'annuler les financements en faveur des organismes de formation des travailleurs sociaux et des instituts des professions paramédicales et de sages-femmes, dans l'attente de la signature du Contrat de Plan Régional de Développement des Formations avec l'Etat qui a pour objectif de coordonner les politiques de formation.

Précariser des jeunes étudiants, étudiantes dans leur par-

cours de formation, c'est peut-être le réel tournant social que compte entreprendre le FN.

Au-delà de la plaisanterie, cet amendement démontre l'incapacité du FN à appréhender la gestion régionale. En effet, le financement des organismes de formation sanitaire et sociale relève d'une politique décentralisée par l'Etat depuis 2004 et par conséquent, ces financements ne sont aucunement connectés à la négociation du CPRDFP.

*L.P*

## Les échos dans l'Institution

---

### Jean-Marc Maurice condamné !

Nous en parlions dans le premier numéro de « FN : Regards de gauche ». Jean-Marc Maurice a été condamné, jeudi 26 mai, à un an de prison ferme pour abus de biens sociaux et dissimulation d'activité.

Alors que l'audience avait été reportée le 6 janvier dernier en raison de son absence, il comparait ce jeudi devant le tribunal correctionnel d'Arras pour « banqueroute, détournement ou dissimulation d'actif », « abus de biens ou du crédit d'une SARL par un gérant à des fins personnelles » et « exécution de travail dissimulé », dans sa gestion d'un magasin de discount à Raillencout-Sainte-Olle, près de Cambrai. Il aurait dirigé cette enseigne en utilisant un prête-nom pour assurer légalement la gérance : en effet, en plus de cette procédu-

re, Jean-Marc Maurice était déjà interdit de gestion compte-tenu de ces antécédents judiciaires.

Cette affaire illustre une nouvelle fois le décalage entre la posture du Front national qui se veut le chevalier blanc pourfendeur des élites politiques corrompues, et ses pratiques plus que douteuses, dans les mairies gérées par le passé mais aussi les pratiques individuelles de ses élu-e-s, à l'image de Jean-Marc Maurice, qui n'hésitent pas un instant à faire primer l'intérêt individuel sur l'intérêt collectif.

Ces informations sont à mettre en perspective avec la communication actuellement menée par le FN en Région, et surtout Messieurs Briois et Bilde derrière Marine Le Pen, dans les affaires d'Hénin-Beaumont ou sur ADEVIA.

Si l'affaire Jean-Marc Maurice ne doit pas non plus nous détourner d'un souci d'éthique, d'irréprochabilité des élu-e-s et de lutte contre les conflits d'intérêt, il est sûr que la posture du Front national a perdu ici toute illusion de crédibilité.

## FN : regards de gauche

////////////////////

#3 juin 2011